

# RAPPORT 2021 SUR LES DROITS DE LA PERSONNE – BÉNIN

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Bénin est une république constitutionnelle présidentielle. Lors d'élections multipartites tenues le 11 avril, les électeurs ont reconduit le président Patrice Talon pour un second mandat de cinq ans. Les exigences en matière d'enregistrement et de parrainage ajoutées au code électoral en 2019 et appliquées lors des élections municipales ont empêché la plupart des partis politiques d'opposition de participer aux élections. Selon la Commission électorale nationale autonome, le taux de participation a baissé de 65 % à 50 %, alors que les organisations de la société civile ont estimé qu'il s'élevait seulement à 27 %. Les électeurs n'ont pas pu voter dans 26 des 546 circonscriptions électorales en raison de manifestations violentes qui ont empêché la livraison du matériel de vote. Néanmoins, les observateurs internationaux ont estimé que les élections étaient globalement libres, justes et transparentes, même s'ils ont formulé des inquiétudes concernant le manque d'inclusivité et de concurrence entre les candidats. Il a été rapporté qu'au moins cinq civils ont été tués et 21 policiers et membres de l'armée ont été blessés dans des affrontements liés aux élections.

Les Forces armées béninoises, sous la direction du ministère de la Défense, sont chargées de la sécurité extérieure et prêtent main force à la Police républicaine pour le maintien de la sécurité intérieure. La Police républicaine relève du ministère de l'Intérieur et a la responsabilité première de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre. Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Des rapports fiables ont fait état d'exactions par des éléments de ces forces.

Des rapports crédibles faisaient état, entre autres, des problèmes importants suivants dans le domaine des droits de la personne : exécutions illégales ou arbitraires, y compris des exécutions extrajudiciaires par des forces gouvernementales ; conditions carcérales très dures et délétères ; arrestations ou détentions arbitraires ; prisonniers ou détenus politiques ; graves problèmes

d'indépendance du système judiciaire ; graves restrictions de la liberté d'expression et de la presse, y compris la censure et l'incrimination de la diffamation ; ingérence considérable dans le droit de réunion pacifique et dans la liberté d'association ; absence d'enquêtes et de poursuites dans des affaires de violences faites aux femmes, y compris les violences intrafamiliales et conjugales, les violences sexuelles, le mariage des enfants, précoce ou forcé ; et le travail des enfants.

L'impunité constituait un problème. En dépit des mesures prises par le gouvernement pour identifier les responsables publics auteurs de violations des droits de la personne ou d'actes de corruption, enquêter sur ces affaires, mener des poursuites judiciaires et sanctionner les auteurs, ces pratiques sont restées parfois impunies.

## **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne**

### **a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques**

Plusieurs sources crédibles de la société civile ont rapporté que la police et les militaires ont fait usage d'une force létale et disproportionnée contre les citoyens.

Par exemple, début avril, des membres des forces de sécurité auraient ouvert le feu et tué par balle au moins deux personnes à Savè et trois personnes à Bantè, dans le centre du pays, dans une tentative de disperser des manifestants en amont de l'élection présidentielle. Le 14 avril, le gouvernement a publié une déclaration confirmant ces dires, mais a déclaré qu'aucun corps n'avait été retrouvé et qu'aucun décès n'avait été enregistré. Le 19 avril, la Commission béninoise des droits de l'homme, organe public indépendant, a déclaré qu'elle allait enquêter sur les accusations et publier un rapport. Au 4 octobre, aucun rapport n'avait encore été publié.

Le 21 août, la police a abattu deux occupants d'une voiture et en a grièvement blessé un troisième dans la commune de Ouaké, dans l'ouest du pays. Le conducteur aurait refusé d'obtempérer alors que la police lui demandait de

s'arrêter. Le 22 août, le directeur général de la Police républicaine a ordonné l'arrestation des deux policiers impliqués dans les faits et l'ouverture d'une enquête. Au 2 novembre, rien n'indiquait que les policiers et les militaires impliqués avaient été arrêtés ou qu'une enquête avait été ouverte.

Les autorités n'ont pas enquêté sur ces morts ni sur la mort de plusieurs civils en lien avec les élections législatives de 2019, au cours desquelles des groupes de la société civile avaient indiqué que la police et les militaires avaient fait usage d'une force létale et disproportionnée contre les manifestants. Bien que le gouvernement ait déclaré à l'époque qu'il allait ouvrir des enquêtes sur les policiers et les militaires impliqués, il n'y eu aucune indication en ce sens au cours de l'année.

## **b. Disparitions**

Il n'a pas été fait état de disparitions politiquement motivées perpétrées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

## **c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais celles-ci ont continué à se produire.

Le Code pénal interdit la torture ainsi que les châtiments et traitements cruels, inhumains ou dégradants. De nombreux cas d'abus semblables à l'exemple ci-dessous ont été signalés. Le 1<sup>er</sup> avril, la Cour constitutionnelle a jugé qu'un policier en civil avait agi à l'encontre de la Constitution en octobre 2020 en arrêtant arbitrairement, en frappant brutalement et en détenant deux personnes, qui ont été menottées, forcées à rester debout et privées de nourriture et d'eau pendant 28 heures. La décision a établi que l'arrestation était arbitraire et que le traitement des détenus était humiliant et dégradant.

D'après la plateforme internet *Déontologie en missions de terrain* de l'ONU, une allégation d'exploitation et de violences sexuelles a été portée au cours de l'année contre des casques bleus béninois déployés dans le cadre de la mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du

Congo. Il restait également quatre allégations d'exploitation et de violences sexuelles datant des années précédentes (2016, 2018, 2019 et 2020), qui avaient été portées contre des casques bleus béninois déployés pour des missions de maintien de la paix de l'ONU. Au 10 septembre, le gouvernement n'avait toujours pas annoncé que des mesures de sanction avaient été prises dans ces quatre affaires. Toutes les affaires suscitées impliquaient des accusations de relations d'exploitation avec des adultes.

Les autorités tenaient parfois la police redevable de ses actes en cas de délits liés à la corruption, mais l'impunité demeurait un problème. L'inspecteur général de la division des enquêtes de la Police républicaine est chargé de mener des enquêtes sur les affaires graves impliquant des policiers. Le gouvernement a dispensé quelques formations aux droits de la personne aux forces de sécurité, souvent avec l'aide et le financement de donateurs étrangers ou internationaux.

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions de détention étaient dures et délétères à cause d'une surpopulation, de conditions d'hygiène insalubres et de l'absence de soins médicaux ou de nourriture adéquats. L'ONG Changement social Bénin a rapporté que des prisonniers étaient sujets à de mauvais traitement et confinés dans des cellules surpeuplées.

**Conditions matérielles :** D'après le Barreau du Bénin, les conditions de détention dans les trois maisons d'arrêt et les huit prisons du pays étaient inhumaines à cause de la surpopulation, de la malnutrition et de mauvaises conditions sanitaires. Les 11 établissements comptaient environ 9 000 détenus, dépassant considérablement une capacité totale de 5 620 personnes. Les condamnés, les personnes en détention provisoire et les mineurs étaient souvent détenus ensemble. Certains prisonniers sont morts par manque de soins médicaux, par négligence et en raison d'une mauvaise aération dans des cellules exigües et surpeuplées. Les détenus porteurs de handicaps mentaux ne recevaient pas l'aide nécessaire à leur handicap.

Les avocats de Reckya Madougou et Joël Aïvo, deux figures politiques de l'opposition aspirant à la présidence qui ont été détenus en mars et avril et accusés de financement du terrorisme (pour la première) et de blanchiment d'argent (pour

le second), ont reproché, le 17 mars et le 22 juin respectivement, aux responsables de la prison de Cotonou et d'Akpro-Missérété d'imposer des conditions de détention très dures aux représentants de l'opposition. Les médias ont rapporté que M. Aïvo avait contracté la COVID-19 en prison parce qu'il était confiné dans une cellule avec 38 autres détenus. Les avocats de Mme Madougou ont affirmé qu'elle avait subi une perte de poids, une détresse psychologique et des problèmes respiratoires en raison des conditions de détention insalubres.

Les autorités ont fait état de deux décès à la prison d'Akpro-Missérété dus à la COVID-19. Un groupe de défense des droits de la personne a déclaré que les conditions de détention avaient contribué au fait qu'ils aient contracté la COVID-19 et qu'ils en soient décédés. Le 3 août, dans le but de réduire la surpopulation, le président a gracié 203 prisonniers accusés d'infractions mineures au Code pénal.

**Administration :** Les autorités ont enquêté sur des allégations de mauvais traitements, sur instruction de la Commission béninoise des droits de l'homme. Au cours de l'année, les autorités pénitentiaires ont réduit l'accès des visiteurs en raison de la pandémie de COVID-19. D'après certaines ONG, les responsables de la prison exigeaient parfois le versement de sommes élevées pour une personne lambda.

**Surveillance indépendante :** À partir du mois de juillet, le gouvernement a de nouveau permis les visites carcérales par des observateurs des droits de la personne, lesquelles avaient été suspendues en raison des mesures prises pour éviter la propagation de la COVID-19. Des représentants d'Amnesty International, de Changement social Bénin et de la Commission béninoise des droits de l'homme (une entité publique indépendante) ont effectué des visites en prison. Cependant, certaines ONG se sont plaintes que les visites de prisons inopinées n'étaient pas permises en raison des mesures sanitaires anti-COVID.

**Améliorations :** Au cours de l'année, l'Agence pénitentiaire du Bénin a amélioré l'accès des détenus aux services de santé publics en couvrant les frais liés à

l'hospitalisation de prisonniers dans des hôpitaux publics.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires ; toutefois, la Police républicaine ne respectait pas toujours ces interdictions. La loi accorde à toute personne en état d'arrestation ou en détention, que ce soit pour des raisons pénales ou autres, le droit de déposer une plainte auprès de la chambre des libertés et de la détention du tribunal compétent. Le juge saisi du dossier peut ordonner que la personne soit libérée s'il estime que son arrestation ou sa détention est illégale.

#### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La Constitution exige que la délivrance d'un mandat d'arrêt repose sur des preuves suffisantes, que celui-ci soit délivré par un fonctionnaire judiciaire dûment autorisé et qu'une audience ait lieu devant un magistrat dans les 48 heures suivant l'arrestation de l'intéressé ; cependant, ces exigences n'étaient pas toujours respectées.

Après avoir entendu le détenu, le juge dispose de 24 heures pour décider de prolonger la garde à vue ou de le libérer. Dans des circonstances exceptionnelles ou lors d'une arrestation impliquant des drogues illicites, un juge peut autoriser une garde à vue supérieure à 72 heures, mais qui ne peut se prolonger de plus de huit jours supplémentaires. Les mandats de dépôt sont valables pendant six mois et renouvelables tous les six mois jusqu'à ce que le suspect soit jugé. Les détenus ont droit à ce que la légalité de leur détention soit rapidement déterminée par une autorité judiciaire, droit qui était généralement respecté. Les détenus en instance de jugement peuvent demander à être libérés sous caution et ont le droit de consulter un avocat rapidement. Aucun suspect n'a été détenu au secret ou ne s'est vu empêcher d'accéder à un avocat, bien que des sources aient affirmé que les communications client-avocat en prison étaient surveillées.

Le gouvernement fournit parfois un avocat aux accusés à faibles ressources impliqués dans une affaire pénale. Les personnes originaires de zones rurales accusées de crimes graves n'ont souvent pas pu bénéficier d'une représentation

adéquate car les avocats étaient principalement situés à Cotonou et, en général, ne travaillaient pas sur les dossiers provenant des zones rurales.

Des affirmations sérieuses ont fait état de gardes à vue au-delà des 48 heures autorisées par la loi sans présentation à un magistrat ; dans certains cas, les détentions ont duré plus d'une semaine. Il n'était pas rare que les autorités tiennent indéfiniment un détenu « à la disposition » du ministère public avant de présenter l'affaire à un magistrat.

**Arrestations arbitraires :** Il y a eu des cas d'arrestations et de détentions arbitraires.

Le 1<sup>er</sup> avril, la Cour constitutionnelle a jugé que l'arrestation et la détention par la police en 2020 de Marina Adjoh, inculpée au civil de non-paiement du loyer dû à son propriétaire, violaient les dispositions relatives à l'arrestation arbitraire et à la détention provisoire de la Constitution du pays et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

**Détention provisoire :** La loi limite la durée de détention provisoire à cinq ans d'emprisonnement pour les crimes et à trois ans d'emprisonnement pour les délits. Environ deux tiers des personnes détenues étaient en détention provisoire. Des locaux inadéquats, un personnel mal formé et des rôles surchargés ont retardé la bonne marche de l'administration judiciaire. La durée de détention provisoire d'un suspect dépassait fréquemment la peine prévue en cas de condamnation pour le crime présumé. Reckya Madougou, Joel Aïvo et Paulin Dossa, figures de l'opposition, étaient toujours en détention provisoire en date du 14 septembre (voir la section 1.d.). Les personnes détenues au-delà des limites de détention provisoire peuvent demander un recours auprès de la Cour constitutionnelle.

Le 27 mai, la Cour constitutionnelle a jugé que les autorités judiciaires avaient violé les limites de la détention provisoire prévues par le Code pénal et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, en autorisant la détention provisoire

de Dendé Eriyomi pendant plus de sept ans.

### **e. Déni de procès public et équitable**

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ; toutefois, c'est le président qui est à la tête du Conseil supérieur de la magistrature chargé de régir et de sanctionner les juges. Le système judiciaire était également en proie à la corruption, malgré des efforts menés par le gouvernement, notamment le limogeage et l'arrestation des fonctionnaires qui seraient impliqués dans un scandale de corruption. Les autorités respectaient généralement les décisions des tribunaux.

Au cours de l'année, la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET) a mis en examen des dizaines d'opposants politiques, de militants des droits de la personne et de blogueurs en invoquant des infractions de terrorisme et de troubles à l'ordre public formulées en des termes généraux. Le 4 avril, le juge Essowé Batamoussi de la CRIET a démissionné et fui le pays. Il a déclaré que sa démission était en réponse aux pressions exercées par le gouvernement pour qu'il statue contre les opposants politiques. Le 18 août, le gouvernement français a accordé l'asile politique à Essowé Batamoussi

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La Constitution garantit le droit à un procès équitable, mais l'inefficacité et la corruption du système judiciaire ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. Un accusé bénéficie de la présomption d'innocence. Les accusées jouissent du droit d'être informés dans les meilleurs délais et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés, avec un service d'interprétation gratuit au besoin. Ils ont droit à un procès équitable, public et tenu dans un délai raisonnable. Ils ont également le droit d'être présents à leur procès et d'être représentés par un avocat.

En matière pénale, la loi exige des tribunaux qu'ils fournissent un avocat aux accusés à faibles ressources lorsque ceux-ci en font la demande. Toutefois, les avocats commis d'office étaient rarement disponibles, surtout dans les zones

rurales. Les accusés qui ne comprennent ni ne parlent français bénéficient des services gratuits d'un interprète, dans la mesure nécessaire, de leur mise en accusation jusqu'à la clôture des dernières procédures d'appel. Les accusés sont en droit de disposer du temps et des moyens nécessaires à la préparation de leur défense, de confronter les témoins, de présenter des témoins et éléments de preuve à leur décharge, de ne pas témoigner ou de ne pas admettre leur culpabilité.

En cas de condamnation pénale, les accusés sont en droit d'interjeter appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême, à la suite de quoi ils peuvent solliciter une grâce présidentielle.

### **Prisonniers et détenus politiques**

De nombreux cas de prisonniers ou de détenus politiques ont été signalés. L'organisation non-gouvernementale pour la Défense des droits de l'homme et des peuples a révélé la présence de prisonniers politiques dans les prisons de Cotonou, Parakou, Abomey et Akpro-Misséréti. De janvier à septembre, environ 200 individus non violents auraient été arrêtés pour des raisons d'ordre politique, la plupart attendant leur procès en détention provisoire. Selon des représentants d'organisations de défense des droits de la personne, les arrestations, chefs d'accusation et lieux de détention des détenus n'ont pas tous été rendus publics et leurs familles étaient réticentes à partager des informations par crainte de représailles.

Le 27 octobre, la CRIET a ordonné la libération de cinq détenus politiques, dont Alexandre Hountondji, ancien ministre chargé des relations avec les institutions, et George Tamègnon, ancien conseiller économique du gouvernement du président Yayi. Les charges retenues contre eux ont été requalifiées en « adhésion à une atteinte en vue de commettre un acte terroriste pour déstabiliser les institutions de la Nation » et ils ont été placés sous contrôle judiciaire, avec obligation de comparaître tous les deux mois, et interdiction de quitter le pays.

Le gouvernement n'a pas permis aux observateurs des droits de la personne d'avoir accès aux figures de l'opposition emprisonnées, à savoir Reckya Madougou, Joël

Aïvo et Paulin Dossa, avant le mois de juillet (voir les sous-sections 1.c et 1.d).

Représailles à motivation politique contre des personnes se trouvant à l'extérieur du pays

Contrairement à 2020, aucune information crédible n'a laissé croire que le gouvernement a essayé de détourner des mécanismes de la police internationale à des fins politiques contre des personnes spécifiques résidant à l'extérieur du pays.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

L'appareil judiciaire a fait preuve d'indépendance dans les affaires civiles. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, les citoyens peuvent alors porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle pour des accusations de violation des droits de la personne. Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont pas contraignantes pour les tribunaux, mais les citoyens peuvent les utiliser pour engager des poursuites à l'encontre des contrevenants devant un tribunal ordinaire. Les décisions défavorables des tribunaux, à l'exception de celles de la Cour constitutionnelle, peuvent faire l'objet d'appels auprès de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques et les pouvoirs publics respectaient généralement cette interdiction.

## **Section 2. Respect des libertés civiles**

### **a. Liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias**

La liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias, est garantie par la Constitution et, en général, les autorités la respectaient. Cependant, les médias n'étaient pas entièrement indépendants. Selon certaines informations, le gouvernement a entravé la liberté de la presse en imposant des

restrictions et des sanctions aux membres des médias. De nombreux médias publics et privés s'abstenaient de critiquer ouvertement la politique du gouvernement.

**Liberté d'expression pour les membres de la presse et d'autres médias, y compris les médias en ligne :** Le gouvernement réglementait la presse et les médias en ligne. La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) est une commission quasi-gouvernementale dont les membres sont nommés par le président, les médias privés et le corps législatif. La HAAC a un double rôle car elle garantit la liberté de la presse tout en protégeant le pays de toute couverture médiatique « incendiaire, irresponsable ou déstabilisatrice ».

Le 9 février, le tribunal de première instance de Cotonou a condamné le journaliste et blogueur Jean Kpoton à 12 mois de prison et à une amende suite à sa condamnation pour « harcèlement par moyen électronique » en vertu du Code du numérique. Le 7 avril, la police a arrêté la journaliste et blogueuse Nadine Okoumassoun. La CRIET l'a inculpée de terrorisme et d'incitation à la violence. Le 13 septembre, elle attendait toujours son procès en prison.

Le 27 juillet, la Cour suprême a maintenu la condamnation du journaliste Ignace Sossou de *Benin Web TV*. Il avait été condamné en 2019 pour « harcèlement par moyen électronique » après avoir publié sur ses comptes personnels de réseaux sociaux certains des propos du procureur de Cotonou, consignés lors d'une formation contre les « *fake news* » organisée par l'Agence française de développement des médias. Le tribunal de première instance de Cotonou a condamné M. Sossou à 18 mois de réclusion criminelle et à une lourde amende. En mai 2020, il a vu sa peine réduite par la Cour d'appel à six mois de prison avant d'être libéré en juin 2020.

Le 4 août, la HAAC a respecté la décision prise par la Cour d'appel en 2019 annulant la suspension du journal *La Nouvelle Tribune*. Au mois de septembre, le journal n'avait pas repris son activité de publication. La HAAC avait interdit l'impression du journal en 2018. La HAAC a maintenu la suspension de Sikka TV et Soleil FM, des stations appartenant à Sébastien Ajavon. Le 3 novembre, la

HAAC a réaffecté l'antenne de Radio Soleil FM à une autre station de radio.

Au 4 octobre, Casimir Kpedjo, du journal *Nouvelle Économie*, attendait encore son procès. Selon le Comité pour la protection des journalistes, la police avait arrêté M. Kpedjo en 2019 pour avoir « diffusé des informations qualifiées de fausses contre l'économie béninoise » et l'avait détenu pendant cinq jours. Il avait ensuite été accusé par la CRIET d'avoir publié des « informations mensongères », avant d'être remis en liberté.

**Censure ou restrictions sur le contenu :** De nombreux médias publics et privés s'abstenaient de critiquer ouvertement la politique du gouvernement. Certains journalistes pratiquaient l'autocensure car ils étaient redevables aux responsables gouvernementaux qui leur accordaient des contrats de service. D'autres journalistes pratiquaient l'autocensure craignant que le gouvernement ne suspende leurs médias. La HAAC a tenu des audiences publiques sur les manquements dont certains médias se seraient rendus coupables au cours de l'année.

**Lois sur la diffamation et la calomnie :** Selon la loi, les journalistes peuvent être traduits devant la justice pour diffamation et calomnie. Ils peuvent également faire l'objet de poursuites judiciaires et être passibles d'amendes pour incitation à la violence et à la destruction de biens publics, atteinte à la sécurité interne, ou les deux. L'emprisonnement et les amendes font partie des peines encourues. La loi dispose que toute personne reconnue coupable d'avoir « relayé de fausses informations par le biais d'un moyen électronique » encoure une peine allant d'un mois à six mois de prison et une lourde amende.

### **Liberté d'accès à internet**

Le gouvernement a censuré le contenu en ligne, mais il n'a pas restreint l'accès du public à internet ni surveillé les communications électroniques privées sans autorisation légale. La loi dispose que l'exploitation d'un « site internet fournissant des services de communication audiovisuelle et de presse écrite destinés au public

doit bénéficier d'une autorisation » de la HAAC.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

### **b. Liberté de réunion et d'association pacifiques**

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et d'association pacifiques ; le gouvernement respectait le droit d'association pacifique mais pas celui de réunion pacifique. Une notification préalable est exigée pour toute manifestation ou autre rassemblement public. Le gouvernement a fréquemment limité la liberté de réunion pacifique pour des motifs politiques.

### **Liberté de réunion pacifique**

Il faut obtenir une autorisation pour organiser une manifestation, mais les autorités rejetaient ou ignoraient régulièrement les demandes à cet égard.

Les autorités invoquaient parfois « l'ordre public » pour empêcher les manifestations des groupes d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats. Plusieurs cas similaires à l'exemple qui suit ont été signalés. Le 24 juillet, le maire de Parakou a rejeté une demande d'une organisation de la société civile d'organiser une manifestation le 25 juillet contre les prix élevés des denrées alimentaires.

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

### **d. Liberté de circulation et le droit de quitter le pays**

La Constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics

respectaient généralement ces droits.

**Déplacements à l'étranger :** Les autorités ne délivrent pas d'actes administratifs, y compris passeports, cartes d'identité et certificats de nationalité, à toute personne recherchée pour une infraction pénale. Dans le cadre de sa campagne contre la traite des personnes, le gouvernement continue d'exiger que les mineurs effectuant des voyages à l'étranger soient munis de documents d'identité. Les autorités ne faisaient pas toujours respecter cette mesure et les mineurs restaient victimes de traite transfrontalière.

Le gouvernement réglemente la période et la durée des déplacements saisonniers des bergers nomades peuls (foulanis) et de leur bétail qui arrivent sur le territoire et qui s'y déplacent. Au cours de l'année, le gouvernement interdisait également aux éleveurs burkinabés, nigériens et nigériens d'entrer dans le pays avec leur bétail.

### **e. Statut et traitement des déplacés internes**

Selon l'Observatoire des situations de déplacement interne, tout au long de l'année, environ 7 000 personnes ont été déplacées temporairement en raison des inondations saisonnières dans les départements du Mono, du Zou et de l'Alibori. Le gouvernement a fourni de l'aide humanitaire par l'intermédiaire de l'Agence nationale de protection civile et a coopéré avec des groupes humanitaires pour venir en aide aux personnes déplacées internes.

### **f. Protection des réfugiés**

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile et aux autres personnes en situation préoccupante. En date du 31 août, il y avait 1 441 réfugiés et 717 demandeurs d'asile dans le pays. Le HCR a reçu des informations selon lesquelles les organisations humanitaires ne pouvaient pas venir en aide à de nombreux demandeurs d'asile et personnes en situation préoccupante le long de la frontière nord en raison de problèmes de sécurité. En octobre 2020, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides a retiré le Bénin de sa liste de « pays d'origine sûrs » en raison de la situation sécuritaire. Selon le

gouvernement français, le retrait du Bénin est sujet à révision après 12 mois.

**Droit d’asile :** La législation prévoit l’octroi du droit d’asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés. Le 23 juillet, le HCR décomptait 179 demandeurs d'asile burkinabés enregistrés au Bénin. Le HCR a reçu des rapports indiquant que des milliers de Burkinabés vivaient dans des zones frontalières hors de portée des organisations d'aide humanitaire.

**Solutions durables :** Le gouvernement a aidé les réfugiés et demandeurs d'asile à obtenir des actes de leurs pays d'origine, tout en leur accordant le statut de résident privilégié. Le gouvernement a également entrepris de naturaliser un certain nombre de réfugiés dans le cadre de leur intégration locale. Les autorités ont invité la société civile, les médias et le monde universitaire à participer au processus. La Commission nationale gouvernementale d'assistance aux réfugiés coopère avec le HCR par l'intermédiaire du bureau régional du HCR à Dakar, au Sénégal.

**Protection temporaire :** Le gouvernement a également fourni une protection temporaire à des personnes ne pouvant pas être reconnues comme étant des réfugiés. 606 personnes ont bénéficié de cette protection pendant l’année.

### **g. Personnes apatrides**

Il existait d’importantes communautés de personnes apatrides dans huit villages longeant la frontière avec le Niger et le Nigeria. Les villages en question ont été rétrocédés au Bénin suite au règlement des litiges territoriaux entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Leurs résidents ne disposaient pas des documents d'identification nécessaires pour prétendre à la citoyenneté dans aucun de ces pays.

## **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement lors d’élections régulières libres et équitables, à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal. Les amendements constitutionnels adoptés en 2019, qui exigent le parrainage d’élus pour participer en tant que candidat à l’élection présidentielle, ont toutefois créé un processus politique qui

n'est ni inclusif ni concurrentiel. Les libertés d'expression et de réunion ont toutes deux été limitées tout au long du processus politique des élections présidentielles.

## **Élections et participation au processus politique**

**Élections récentes :** Le gouvernement a tenu des élections présidentielles le 11 avril, en excluant les candidats de partis d'opposition établis. Le taux de participation électorale a baissé de 65 % en 2016 à 27 % selon la Plateforme électorale des organisations de la société civile, entité indépendante, et de 50 % selon la Commission électorale nationale autonome. La Commission électorale nationale autonome a indiqué que le vote n'a pas eu lieu dans 16 des 546 circonscriptions en raison de manifestations violentes qui ont empêché la livraison du matériel de vote.

Selon des militants des droits de la personne, la police a physiquement empêché les électeurs de voter à Tchaourou. Selon des organisations de défense des droits de la personne, la police a arrêté plus de 200 militants, opposants et journalistes pendant la campagne et immédiatement après l'élection présidentielle. Les observateurs de la CEDEAO ont toutefois publié une déclaration affirmant que « le processus de vote s'est déroulé de manière ordonnée, transparente et professionnelle ». Les observateurs de l'Union africaine ont publié une déclaration qualifiant l'élection de « pacifique » et les observateurs de l'Organisation internationale de la francophonie ont publié une déclaration indiquant que « l'organisation de l'élection et la campagne électorale se sont déroulées dans le respect des dispositions légales, mais sans la participation de tous les partis politiques ».

Les élections législatives de 2019 ont exclu les partis d'opposition ; le taux de participation n'a été que de 27 %. Malgré les interférences de manifestants de l'opposition dans le processus électoral, les élections se sont déroulées dans le calme dans la plupart des villes du pays. Dans le centre du pays, les manifestants des fiefs de l'opposition ont bloqué plusieurs routes pendant une bonne partie de la journée et les médias ont signalé qu'à Parakou, des manifestants avaient incendié du matériel électoral dans certains bureaux de vote et empêché plusieurs personnes de voter. Le gouvernement a procédé, le jour des élections, à la coupure totale de l'accès aux réseaux sociaux, notamment à WhatsApp, Facebook, Twitter,

Instagram et iMessage.

**Partis politiques et participation au processus politique :** Seuls trois candidats s'étaient qualifiés pour les élections présidentielles. Avant l'élection, la Commission électorale nationale autonome a disqualifié 17 des 20 candidats à la présidence qui avaient déposé leur candidature, en invoquant le non-respect de diverses exigences, notamment l'obtention d'au moins 16 parrainages de députés de l'Assemblée nationale et de maires, la désignation d'un colistier pour la vice-présidence et le paiement de frais d'inscription s'élevant à 50 millions de francs CFA (92 000 dollars des États-Unis).

En 2018, l'Assemblée nationale avait légiféré en imposant aux partis des conditions plus strictes pour qu'ils puissent participer aux élections. En 2019, deux mois avant les élections législatives, la Cour constitutionnelle avait déclaré que tous les partis politiques devaient avoir obtenu un « certificat de conformité » et remplir d'autres conditions pour participer aux élections. La Commission électorale a annoncé qu'aucun des partis de l'opposition ne remplissait les conditions, seuls deux partis progouvernementaux figuraient sur les bulletins de vote.

Fin 2019, l'Assemblée nationale – dont les 83 sièges sont occupés par deux partis pro-Talon – a adopté un amendement constitutionnel exigeant des candidats à la présidence qu'ils soient parrainés par des élus. Pour mettre en œuvre cet amendement, l'Assemblée nationale a procédé à la modification du code électoral pour que soit exigé des candidats à la présidence qu'ils obtiennent le soutien d'au moins 10 % des (83) membres de l'Assemblée nationale et des (77) maires du pays, octroyant ainsi à ces derniers un rôle direct dans la sélection des candidats à la présidence.

**Participation des femmes et des membres de minorités :** Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres de groupes minoritaires au processus politique et ils y ont participé. Pendant l'année, les électeurs ont élu à la vice-présidence Mariam Talata, première femme à occuper ce poste. Toutefois, des facteurs culturels limitaient la participation des femmes à la vie politique. Traditionnellement, les femmes s'occupent des tâches ménagères, ont moins accès à l'éducation formelle et ne sont pas encouragées à s'intéresser aux questions

politiques. Selon la Plateforme électorale des organisations de la société civile, 11 % des femmes se sont rendues aux urnes pour les élections présidentielles. Des personnes atteintes d'un handicap moteur n'auraient pas pu accéder aux bureaux de vote en raison du manque de rampes et d'autres aménagements permettant l'accès. Des sources ont également indiqué qu'aucune mesure n'était prise aux bureaux de vote pour permettre aux personnes malvoyantes de remplir leur bulletin.

## **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

La loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique et les autorités ont parfois fait respecter cette loi efficacement. Toutefois, de nombreux cas de corruption gouvernementale ont été signalés au cours de l'année et les fonctionnaires se livraient fréquemment à des actes de corruption en toute impunité. Il était communément admis (et reconnu par certains membres du personnel judiciaire) que l'appareil judiciaire était en proie à la corruption à tous les niveaux.

**Corruption :** Selon le journal *Matin Libre*, la police de la circulation sollicitait régulièrement des pots-de-vin de chauffeurs routiers pour ne pas les sanctionner lorsque leurs véhicules étaient surchargés ou dangereux.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures au cours de l'année pour lutter contre la corruption. Par exemple, le 2 août, la CRIET a reconnu coupables de corruption Jean-Baptiste Houngouè, Frédéric Béhanzin et Rodrigue Kakaï Glèlè, des responsables du port de Cotonou, et les a condamnés à 5 ans de prison assortis d'une amende.

## **Section 5. Posture du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de la personne**

Plusieurs associations locales et internationales de défense des droits de la personne ont effectué généralement leurs activités sans restriction de la part du gouvernement, en menant des enquêtes et en publiant leurs conclusions sur des

affaires relatives aux droits de la personne. Les responsables gouvernementaux se sont montrés en général coopératifs et sensibles à leurs points de vue. Néanmoins, le gouvernement a refusé à certains groupes nationaux de défense des droits de la personne l'autorisation de manifester contre l'action du gouvernement. Les groupes de défense des droits de la personne ont indiqué qu'ils ne communiquaient pas publiquement toutes leurs conclusions par crainte de représailles de la part du gouvernement.

**Organismes publics de défense des droits de la personne :** La Commission béninoise des droits de l'homme a la compétence d'enquêter sur des plaintes liées à des violations des droits de la personne, de donner des instructions aux représentants de l'État et de publier un rapport annuel sur les droits de la personne. Le pays disposait également d'un médiateur chargé de répondre aux plaintes des citoyens en matière de mauvaise administration ; il était indépendant, efficace et doté de ressources suffisantes.

## **Section 6. Discrimination et violences sociétales :**

### **Femmes**

**Viol et violences familiales :** La loi interdit le viol sans mentionner le genre. Son application était limitée en raison de l'inefficacité de la police, de la corruption des fonctionnaires et de la réticence des victimes qui préféraient ne pas signaler les cas de viol par crainte de stigmatisation sociale et de représailles. Une condamnation pour viol est passible de cinq à 20 ans de réclusion criminelle. La loi interdit explicitement le viol conjugal et prévoit la peine maximale en cas de viol sur conjoint. En raison du manque de formation de la police en matière de collecte des éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, d'une mauvaise connaissance de la loi et des difficultés intrinsèques que connaissent les survivantes et survivants pour préserver et présenter des éléments de preuve devant les tribunaux, les juges ont requalifié la plupart des infractions sexuelles en délits mineurs. Le principal élément de preuve valable pour prouver une agression sexuelle était le certificat d'un médecin. Les médecins n'étant accessibles que dans les grandes villes, les

victimes des zones rurales n'avaient pas la possibilité d'engager des poursuites.

Une condamnation pour violences familiales était passible de six à 36 mois de réclusion criminelle. Néanmoins, les femmes en étaient fréquemment victimes. Celles-ci restaient réticentes à signaler les cas de violence et les juges et policiers hésitaient à intervenir dans les conflits conjugaux.

Le ministère des Affaires sociales a apporté un soutien financier à certaines personnes victimes de violences. Les Centres de promotion sociale du ministère ont fourni des services de médiation qui, dans certains cas, ont abouti à une indemnisation. Le ministère a également organisé des campagnes pour sensibiliser le public à la violence contre les filles et les femmes. Au cours de l'année, les ministères de la Santé et des Affaires sociales ont mené un programme de formation en matière de services à offrir aux survivantes et survivants au viol, aux violences familiales et aux autres formes de violences sexistes, à l'intention des premiers intervenants des cliniques de santé et des services sociaux. Le 21 juillet, le gouvernement a créé l'Institut national pour la promotion de la femme afin de répondre aux plaintes de violations des droits des femmes et de fournir une assistance financière aux femmes survivantes de violences.

**Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) :** La loi interdit les MGF/E et prévoit des sanctions contre ceux qui pratiquent ces interventions, notamment des peines de prison allant jusqu'à 10 ans et de lourdes amendes. Des MGF/E ont néanmoins été pratiquées et elles étaient rarement réprimées compte tenu du code du silence associé à ce crime. La pratique se limitait principalement aux zones rurales et reculées du nord. D'après l'UNICEF, 7 % des filles et femmes âgées entre 15 et 49 ans ont subi des MGF/E en 2018.

En collaboration avec des ONG et des partenaires internationaux, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le public aux dangers de cette pratique.

**Harcèlement sexuel :** La loi interdit le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes, mais ce phénomène était courant au travail et en milieu scolaire. Les personnes reconnues coupables de harcèlement sexuel sont passibles d'une peine de prison d'un à deux ans et de fortes amendes. La loi prévoit également des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel

mais ne le signalent pas. Les victimes signalaient rarement le harcèlement subi parce qu'elles redoutaient la stigmatisation sociale et les représailles, tandis que la police, les juges d'instruction et les procureurs ne disposaient pas des connaissances juridiques et des moyens nécessaires pour poursuivre les coupables. Bien que les lois interdisant le harcèlement sexuel n'aient pas été largement appliquées, les juges ont eu recours à d'autres dispositions du code pénal pour traiter les affaires de violences sexuelles sur la personne des mineurs. Cependant, le 19 juillet, la Cour d'appel de Cotonou a déclaré un chef d'entreprise coupable de harcèlement sexuel envers une employée. Il a été sanctionné d'une lourde amende et de trois mois de prison.

**Droits génésiques** : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés de la part des autorités gouvernementales.

Le 20 octobre, l'Assemblée nationale a adopté des amendements à la Loi de 2003 relative à la santé sexuelle et à la reproduction légalisant les interruptions volontaires de grossesse. La loi modifiée autorise l'avortement avant 12 semaines si la grossesse est susceptible d'aggraver ou d'occasionner une situation de détresse matérielle, éducationnelle, professionnelle ou morale incompatible avec l'intérêt de la femme et/ou de l'enfant à naître. Au 15 novembre, la loi amendée devait encore être signée par le président.

Les pressions sociétales représentaient des obstacles pour la contraception. Même si les mineurs avaient légalement le droit d'accéder à la contraception sans l'aval de leurs parents, les professionnels de la santé limitaient parfois cet accès en exigeant le consentement parental. Les bas taux de contraceptions s'expliquaient également par certaines normes culturelles. Selon l'Association béninoise de marketing social, dans certaines régions, notamment le département du Plateau, bordant le Nigeria, les chefs traditionnels avaient recours au vaudou pour inciter les femmes à rester chez elles pendant les campagnes de contraception. Certains groupes religieux, notamment l'Église catholique et l'Église du christianisme céleste, décourageaient fortement l'utilisation des moyens de contraception. Le manque d'accès aux informations sur la santé génésique dans les zones rurales et un niveau d'éducation formelle limité ont contribué à la faible utilisation de contraceptifs et à des taux de grossesse élevés. Seulement 13 % des filles et

femmes âgées de 15 à 49 ans ont déjà eu recours à un moyen de contraception moderne et 35 % des femmes avaient des besoins non satisfaits en matière de contraception.

Le gouvernement fournissait un accès à des services de santé sexuelle et génésique aux victimes de violences sexuelles. Néanmoins, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers ou intersexes (LGBTQI+) ont signalé qu'elles se voyaient régulièrement refuser des soins médicaux et des services sociaux en raison de leur identité sexuelle.

Selon l'*Enquête démographique et de santé au Bénin de 2017-2018*, le taux de mortalité maternelle était de 391 décès pour 100 000 naissances vivantes. Les accouchements sans assistance médicale adéquate, le manque d'accès aux soins obstétricaux d'urgence et des conditions d'hygiène insuffisantes sont autant de facteurs qui ont contribué au taux élevé de mortalité. Selon l'enquête, 84 % des naissances vivantes se produisaient dans des centres de santé (en majorité publics) et 20 % des femmes et filles âgées de 15 à 19 ans étaient enceintes ou avaient déjà eu une naissance vivante. Ces taux montraient des variations très importantes, avec des taux de natalité plus élevés chez les adolescentes dans les départements du nord (entre 24 % et 38 %) et plus bas dans les départements du sud (entre 8 % et 16 %). Voir également la sous-section Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) pour d'avantage d'informations.

**Discrimination :** Bien que la Constitution garantisse l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et social, celles-ci faisaient l'objet de discriminations considérables dans la recherche d'emploi, de crédit, d'un salaire égal à celui des hommes, ainsi que pour devenir propriétaires ou dirigeantes d'entreprise. Les femmes faisaient l'objet de restrictions juridiques en matière d'emploi, notamment des limitations quant aux métiers qu'elles étaient autorisées à pratiquer (voir la section 7.d.).

La loi interdit toute discrimination à l'égard des femmes en matière de mariage et elle leur donne un droit égal à l'héritage. Le gouvernement et les ONG ont sensibilisé le public sur le droit des femmes à l'héritage et à la propriété ainsi que sur leurs droits accrus quant au mariage, notamment l'interdiction du mariage

forcé, du mariage d'enfants et de la polygamie. Toutefois, le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace.

## **Violences et discriminations raciales ou ethniques systémiques**

La Constitution et des lois prévoient la protection des minorités religieuses et ethniques ainsi que de leurs institutions contre les violences et discriminations. Le Code pénal protège les minorités religieuses et ethniques de la violence physique, du génocide et des crimes contre l'humanité. Le Code du travail prévoit la protection des minorités religieuses et ethniques contre la discrimination à l'emploi.

## **Enfants**

**Enregistrement des naissances :** La nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire national d'un père lui-même citoyen. La loi dispose que l'enfant d'un Béninois est automatiquement citoyen, mais que l'enfant d'une Béninoise est considéré comme étant citoyen uniquement s'il est né d'un père inconnu, d'un père dont on ne connaît pas la nationalité ou d'un père lui-même béninois. Il est souvent arrivé que les parents ne déclarent pas la naissance de leurs enfants, en particulier dans les régions rurales, soit parce qu'ils ne comprenaient pas les procédures, soit parce qu'ils ne pouvaient pas s'acquitter des frais associés à la délivrance d'actes de naissance. En conséquence, ces personnes pouvaient se voir refuser l'accès à certains services publics comme l'éducation et la santé.

**Éducation :** L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 11 ans. Les établissements scolaires publics étaient gratuits pour tous les élèves du primaire ainsi que jusqu'en classe de troisième pour les filles. Celles-ci n'avaient pas les mêmes possibilités de s'instruire que les garçons et le taux d'alphabétisation des femmes était de 18 % contre 50 % pour les hommes. Dans certaines régions du pays, les filles ne recevaient aucune éducation formelle.

**Maltraitance d'enfants :** Les enfants étaient souvent victimes de violences. La loi interdit tout une série de pratiques néfastes et prévoit de lourdes amendes et peines pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité pour les personnes reconnues coupables de maltraitance d'enfant. La police de l'Office central de

protection des mineurs a arrêté des suspects, qu'elle a déferés aux autorités judiciaires, et fourni un hébergement temporaire aux victimes de maltraitance. Les tribunaux ont prononcé des peines sévères à l'encontre des personnes reconnues coupables de crimes contre des enfants. Cependant, de nombreuses affaires n'ont jamais été portées devant les tribunaux en raison d'une méconnaissance de la loi et des droits des enfants, par manque d'accès aux tribunaux, par crainte de l'implication de la police ou un mélange de ces trois facteurs.

Le 2 septembre, le gouvernement a fait état d'une augmentation des cas de viols d'enfants dans la commune d'Abomey Calavi dans le sud du pays. Les autorités ont décompté 26 cas de viol sur des mineures de 4 à 15 ans du 1<sup>er</sup> janvier au mois de septembre dans cette commune.

**Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé :** La loi interdit le mariage avant l'âge de 18 ans, mais elle accorde des exemptions aux mineurs âgés de 14 à 17 ans qui ont obtenu le consentement de leurs parents et l'autorisation d'un juge. D'après l'*Enquête démographique et de santé au Bénin de 2017-2018*, 9 % des femmes de 20 à 24 ans avaient été mariées avant l'âge de 15 ans. Parmi les cas de mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé, il y avait des mariages par échange et des mariages par rapt où le marié enlève et viole sa future épouse mineure au nom de la tradition. Cette pratique était répandue dans les zones rurales, malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour y mettre fin au moyen de séances d'information sur les droits des femmes et des enfants. Plusieurs ONG locales ont signalé que certaines communautés se livraient à cette pratique en cachette. En collaboration avec l'UNICEF, la campagne nationale « Tolérance zéro au mariage des enfants », visant à changer les normes sociales et à créer un environnement protecteur pour les enfants et leurs communautés, s'est poursuivie.

**Exploitation sexuelle des enfants :** Le Code pénal prévoit des peines en cas de condamnation pour viol, exploitation sexuelle et corruption de mineurs, y compris le proxénétisme d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale ; les peines sont plus sévères dans les affaires impliquant des mineurs de moins de 15 ans. La loi réprimant la traite des mineurs prévoit des sanctions pour toutes les formes de traite des mineurs – notamment leur exploitation sexuelle à des fins commerciales – à savoir des peines de 10 à 20 ans de réclusion criminelle. Les

personnes reconnues coupables d'avoir participé à l'exploitation sexuelle d'un mineur à des fins commerciales, y compris les personnes qui la facilitent et la sollicitent, encourrent une peine de deux à cinq ans de réclusion criminelle ainsi que de lourdes amendes. Le Code de l'enfant interdit la pédopornographie. Les personnes qui en sont reconnues coupables encourrent une peine de deux à cinq ans de réclusion criminelle et de lourdes amendes.

**Infanticide ou infanticide d'enfants porteurs de handicap :** Bien que cachées des autorités, les pratiques traditionnelles consistant à tuer les bébés qui se sont présentés par le siège, les bébés dont les mères sont mortes en couches, les bébés atteints d'une difformité et l'un des nouveau-nés d'une paire de jumeaux (considérés comme des sorciers) se sont produites. L'ONG Franciscain-Bénin a signalé que des communautés dans les communes du nord du pays, à savoir celles de Djougou, Gogounou, Kouandé et Kandi, continuait de pratiquer l'infanticide rituel. Les autorités ont fait respecter les interdictions à cet égard et découragé ces pratiques en prodiguant des conseils porte-à-porte et en menant des actions de sensibilisation.

**Enfants placés en institution :** Le gouvernement ainsi que des organisations de défense des droits de la personne ont rapporté que des orphelinats mal gérés ne respectaient pas la loi régissant les centres de protection de l'enfance. Au fil de l'année, les pouvoirs publics ont inspecté et fermé plusieurs orphelinats suite à des signalements de maltraitance et de négligence. En août, le gouvernement a fermé un orphelinat non enregistré à Allada, au sud du pays, après que des inspections ont révélé de mauvaises conditions de vie et un manque de personnel. Les autorités ont sanctionné un orphelinat géré par des religieuses catholiques pour avoir utilisé les enfants comme mendiants afin d'encourager les dons caritatifs.

**Enlèvements internationaux d'enfants :** Le pays n'est pas parti à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child->

[Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html](https://www.state.gov/abduction-for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html).

## **Antisémitisme**

Il n'existait pas de communauté juive connue et il n'a pas été fait état d'actes antisémites.

## **Traite des personnes**

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

## **Personnes porteuses de handicap**

La loi prévoit la protection des droits des personnes porteuses de handicap – notamment de handicaps physiques, sensoriels, intellectuels, psychologiques, mentaux et liés à la communication – contre toute forme d'exploitation et de violence. Cependant, le gouvernement n'a pas pleinement appliqué la loi.

La Fédération des associations de personnes handicapées du Bénin a signalé que les personnes porteuses de handicap étaient victimes de discrimination en matière d'emploi, de soins de santé, d'accès à l'éducation et d'accès à la justice. Seuls 2 % des enfants porteurs de handicap étaient scolarisés. La mobilité et l'accès aux bâtiments étaient un problème. Les béquilles, les canes blanches pour personnes malvoyantes, les chaises roulantes et les prothèses n'étaient pas fournies par l'État et n'étaient pas disponibles à des prix abordables pour les personnes porteuses de handicap. La plupart des bâtiments publics, y compris les banques, écoles, universités, hôpitaux et tribunaux, n'étaient pas accessibles aux personnes en situation de handicap.

Le 21 juin, Jeannette Vodome, chef du centre d'examen du CEG 2 d'Abomey, a expulsé Éric Tonakpa Agonvonon, un surveillant d'examen en situation de handicap, en invoquant son incapacité physique alors qu'il avait déclaré son handicap avant d'être engagé. Bien que M. Agonvonon ait été réembauché le 23 juin, la Fédération des associations de personnes handicapées a organisé un sit-in afin de protester contre la problématique plus large des discriminations à

l'encontre de personnes en situation de handicap et a déposé une plainte contre Mme Vodome au tribunal d'Abomey.

Le gouvernement gérait peu d'institutions d'aide aux personnes porteuses de handicap. Le ministère des Affaires sociales a fourni une assistance aux personnes en situation de handicap par le biais du Fonds d'appui à la solidarité nationale.

La loi sur la promotion et la protection des droits des personnes vivant avec un handicap offre un large éventail d'avantages sociaux à celles-ci, notamment un accès amélioré à la santé, à l'éducation, à la formation professionnelle, aux transports, aux activités sportives et aux loisirs. Elle comprend des dispositions relatives à la construction ou à la modification de bâtiments afin d'en permettre l'accès aux personnes porteuses de handicap. Elle exige que les écoles inscrivent les enfants porteurs de handicap.

### **Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi ne criminalise pas les relations sexuelles consensuelles entre adultes de même sexe. Il existe cependant une disposition du Code pénal relative à l'atteinte à la pudeur en public qui peut être invoquée pour engager des poursuites pour relations sexuelles entre personnes de même sexe, en les accusant d'actes indécents ou d'actes contre nature. La loi interdit toutes les formes de discrimination sans référence spécifique aux personnes LGBTQI+.

La discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+ était pourtant courante. L'ONG de défense des personnes LGBTQI+ Les Hirondelles a estimé que le rejet par les familles conduisait chaque année 150 jeunes LGBTQI+ à se retrouver sans abri. Des personnes LGBTQI+ ont dit s'être vu refuser régulièrement des soins médicaux et des services sociaux, qu'ils soient liés à leur identité sexuelle (traitement hormonal) ou non (traitement contre le paludisme).

D'après des membres de la communauté, la police tolère souvent la violence à l'égard des personnes LGBTQI+. Le 1<sup>er</sup> mai, cependant, la police a arrêté un agresseur qui avait attaqué trois femmes transgenres au Sunset Bar de Cotonou. Les femmes transgenres ont été battues, dépouillées de leurs vêtements et coupées

avec des tessons de bouteilles. Le 29 juin, le tribunal de première instance de Cotonou a reconnu l'individu coupable d'agression et l'a condamné à 12 mois de prison dont 6 avec sursis pour cette attaque.

### **Autres formes de violence ou de discrimination sociétale**

En général, la police ne faisait rien dans les cas d'agressions commises par des groupes d'autodéfense. Il y a eu des cas de violence collective, en partie à cause de ce qui est perçu comme l'incapacité des tribunaux à punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui tuaient ou blessaient grièvement des criminels présumés, en particulier les voleurs pris en flagrant délit. Le 13 septembre, des habitants ont battu à mort un homme qui s'était introduit dans une habitation à Arafat 2, un quartier de Parakou, dans le nord du pays. Selon les médias, l'individu était soupçonné d'avoir volé des poulets et des canards.

Malgré les efforts du gouvernement pour mettre en œuvre des politiques visant à réglementer la transhumance (pratique consistant à déplacer le bétail de façon saisonnière d'une zone de pâturage à une autre), les affrontements qui éclataient régulièrement entre agriculteurs et éleveurs peuls se sont poursuivis. Bien que plusieurs responsables communaux aient accusé des éleveurs peuls armés venant du Nigeria d'avoir provoqué les violences en laissant leur bétail paître sur les cultures des agriculteurs, tant les éleveurs que les agriculteurs ont participé aux violences. De nombreux affrontements violents similaires aux exemples qui suivent ont été signalés. Les 24 et 25 juillet, dans la ville de Malanville, située au nord du pays et proche de la frontière avec le Niger, cinq personnes ont été tuées ou blessées dans des affrontements entre des agriculteurs et des éleveurs. Le 3 août, à Kalalé, un agriculteur a coupé la main d'un éleveur qui avait pénétré dans son champ.

Le 15 juin, le gouvernement a créé le Haut-Commissariat à la sédentarisation des éleveurs au sein du cabinet du président. Cette entité est saisie des questions liées au conflit entre les agriculteurs et les éleveurs, notamment celle de la sédentarisation des éleveurs nomades.

Des ONG actives dans la protection des personnes atteintes d'albinisme ont fait

état de discriminations et de mauvais traitement sociétaux, notamment des infanticides d'enfants atteints d'albinisme, le trafic d'organe et des services de santé inadéquats.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La loi accorde aux travailleurs, à l'exception de certains fonctionnaires et employés du secteur public, le droit de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer, quoique certaines restrictions s'appliquent. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, procédure qui prend trois mois, s'ils ne veulent pas faire l'objet d'une amende. La loi ne fixe pas de critères clairs justifiant un refus ou une autorisation d'enregistrement et un syndicat peut se voir refuser l'enregistrement officiel sans possibilité de recours devant un tribunal indépendant. Selon la loi, une fédération syndicale doit se composer d'au moins cinq syndicats d'entreprises provenant du même secteur ou de la même branche d'activité. En outre, la loi exige qu'une confédération syndicale soit composée d'au moins trois fédérations syndicales de secteurs ou branches d'activités différentes et que seules les confédérations syndicales puissent être affiliées au niveau national ou international. Aucune source n'a fait état d'obstacles significatifs empêchant l'affiliation à des organismes syndicaux internationaux.

Le droit de grève est soigneusement réglementé. La loi limite la durée maximale d'une grève à 10 jours par an pour tous les salariés, à l'exception des travailleurs qui ne sont pas autorisés à faire grève. La loi n'accorde pas le droit de grève aux personnels du secteur de la santé, aux militaires, aux policiers, aux douaniers et aux fonctionnaires des Eaux, Forêts et Chasses. Les travailleurs qui exercent des responsabilités essentielles – juges, personnel pénitentiaire et judiciaire et personnel des secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports maritimes et aériens, de l'administration financière et des télécommunications – sont tenus de fournir un service minimum et les autorités peuvent réquisitionner des travailleurs si le service minimum n'est pas assuré.

Les autorités peuvent déclarer une grève illégale si elles jugent que celle-ci menace

la paix sociale et l'ordre public et elles peuvent réquisitionner des grévistes pour garantir un service minimum. Le gouvernement peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Plusieurs lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles contre les grévistes, mais les entreprises sont autorisées à retenir une partie du salaire d'un travailleur qui aurait pris part à une grève illicite.

La loi confère aux travailleurs le droit d'entreprendre des négociations collectives. Selon la loi, les conventions collectives sont négociées au sein d'une commission mixte composée des représentants d'un ou plusieurs syndicats et/ou des représentants d'une ou plusieurs associations patronales. La commission est présidée par un inspecteur du travail, un secrétaire et un ou deux rapporteurs. Le ministre du Travail est habilité à déterminer quels syndicats peuvent être représentés dans la négociation au niveau de l'entreprise. Il a aussi le pouvoir d'étendre le champ d'application d'une convention collective. La loi impose la conciliation obligatoire et l'arbitrage contraignant en cas de litige lors de négociations collectives dans tous les secteurs, y compris les secteurs de « services non essentiels ». La Commission nationale permanente de concertation et de négociations collectives et le Comité de dialogue social sectoriel ont été actifs au sein de chaque ministère pour favoriser le dialogue entre le gouvernement et les syndicats.

Le gouvernement a publié deux arrêtés en 2017 donnant lieu à la création du Conseil national du dialogue social et à la désignation de ses membres, afin de remplacer la Commission nationale permanente de concertation et de négociations collectives. Le 10 septembre, le Conseil a tenu sa première session extraordinaire de l'année. Au cours de la session, huit ministres du gouvernement et représentants syndicalistes ont discuté de plusieurs questions, notamment des conditions de recrutement de nouveaux enseignants du primaire et du secondaire, des dispositions à prendre pour une rentrée scolaire 2021-2022 sans heurts et de la prévention de la COVID-19 dans les écoles. La loi interdit la discrimination antisyndicale et garantit la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Un employeur ne peut pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou technique, ou du

licenciement. Outre certains fonctionnaires et salariés du secteur public, les employés de maison, les travailleurs agricoles, les travailleurs migrants et ceux des zones franches d'exportation sont exclus des protections qu'offre la loi.

En général, le gouvernement respectait le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que le droit à la négociation collective. Le gouvernement n'appliquait pas la loi efficacement, en particulier dans le secteur informel et pour ce qui est des dispositions portant sur la discrimination antisyndicale et la réintégration. Certains employeurs auraient menacé leurs employés de licenciement pour activité syndicale. Aucune violation des droits en matière de négociation collective n'a été signalée. Les sanctions étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, à quelques exceptions près. Elle autorise la réclusion criminelle assortie de travaux forcés. Selon la loi, les autorités peuvent exiger des conscrits de l'armée qu'ils accomplissent un travail qui n'est pas de nature purement militaire. Les lois régissant divers actes ou activités liés à l'exercice de la liberté d'expression permettent d'imposer des peines de prison comportant l'obligation de réaliser des travaux de réinsertion sociale. Les peines prévues pour le travail forcé sont généralement à la mesure de celles prescrites pour des infractions du même degré de gravité.

Le gouvernement n'a pas systématiquement veillé à l'application de la loi, en particulier dans le vaste secteur informel. Le travail forcé existait, notamment la servitude domestique et la servitude pour dettes des enfants. Les cas de travail forcé se concentraient principalement dans les secteurs de l'agriculture (coton et huile de palme, par exemple), de l'exploitation minière artisanale, des carrières, de la pêche, du commerce et de la construction. Nombre de trafiquants étaient des parents ou des connaissances des victimes qu'ils exploitaient en vertu du système traditionnel de *vidomègon* consistant à envoyer un enfant – en général, une fille – vivre comme serviteur/servante dans une famille plus aisée, malgré les efforts des ONG et du gouvernement pour sensibiliser la population aux risques associés à

cette pratique.

Le ministère du Travail a mené des inspections contre le travail des enfants tout au long de l'année dans le cadre d'arrangements d'apprentissage, particulièrement dans le secteur du bâtiment. Lorsque des cas de travail des enfants ont été constatés, des avertissements ont été donnés et des inspections de suivi ont été organisées. Dans certains cas, le ministère du Travail a suspendu des activités de construction jusqu'à ce que les sous-traitants respectent les normes en matière de travail forcé.

Le gouvernement a rapatrié 14 victimes de traite aux fins de travail qui avaient été acheminées au Gabon. Les victimes ont été identifiées en janvier et rapatriées au Bénin le 29 septembre.

Veillez également consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : [www.state.gov/trafficking-in-persons-report/](http://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/).

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

Les pires formes de travail des enfants sont interdites par la loi. La Liste des travaux dangereux fixe à 18 ans l'âge minimum pour travailler dans ces emplois dangereux. La liste identifie 21 métiers interdits aux mineurs et 74 activités dangereuses connexes. Les métiers figurant spécifiquement sur la liste comprennent les industries extractives, les services domestiques et l'agriculture.

Le Code du travail interdit à toute entreprise d'employer ou de prendre comme apprenti un enfant de moins de 14 ans. Cependant, les enfants âgés de 12 à 14 ans peuvent effectuer des travaux domestiques et des travaux saisonniers temporaires ou légers si ceux-ci n'interfèrent pas avec leur scolarité obligatoire. Un mineur de 14 ans et plus est autorisé à apprendre un métier par l'apprentissage s'il existe un contrat officiel entre l'apprenti et la personne de métier qui supervise sa formation. Les apprentissages étaient courants, mais les contrats étaient rares. La loi interdit le travail de nuit aux travailleurs de moins de 18 ans, sauf dérogation spéciale accordée par le gouvernement en consultation avec le Conseil national du travail. Les travailleurs de moins de 18 ans ont droit à une pause ininterrompue d'au moins

12 heures qui comprend la nuit.

Le gouvernement n'appliquait pas la loi de manière efficace. La Direction du Travail, qui relève du ministère du Travail et de la Fonction publique, faisait appliquer le Code du travail seulement dans le secteur formel. Les inspections étaient inadéquates et le nombre total d'inspections menées au cours de l'année n'a pas été communiqué. Les sanctions en cas de violation à la loi étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires mais n'étaient pas appliquées de manière homogène. Il n'a pas été fait état de poursuites judiciaires ou de condamnations au cours de l'année.

Malgré leur capacité limitée à faire respecter les lois sur le travail des enfants, les autorités ont pris des mesures pour informer les parents des dispositions du Code du travail et empêcher le travail obligatoire des enfants, notamment par l'intermédiaire de campagnes médiatiques, d'ateliers régionaux et de déclarations publiques sur les problèmes liés au travail des enfants. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre du programme traditionnel de sensibilisation de la Direction du Travail. Le gouvernement a également collaboré avec un réseau d'ONG et de journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des mineurs. Les ministères de la Justice et du Travail ont appuyé le renforcement des capacités des responsables et des organismes chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants.

Pour contribuer à subvenir aux besoins de leur famille, garçons et filles – dont certains à peine âgés de sept ans – travaillaient dans des fermes familiales, dans de petites entreprises et sur des chantiers en zone urbaine, mais aussi comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques en tant que vidomègons. De nombreux parents vivant en zone rurale envoyaient leurs enfants chez des parents ou amis qui résidaient dans une ville, pour s'occuper des tâches domestiques et bénéficier en retour d'une éducation.

Les familles d'accueil ne respectaient pas toujours leur part du contrat de vidomègon et certains enfants domestiques étaient maltraités ou victimes de travail forcé. Dans de nombreux cas, ces enfants effectuaient de longues heures de travail, n'étaient pas suffisamment nourris et faisaient l'objet d'une exploitation sexuelle,

autant de facteurs qui caractérisent le travail forcé et l'exploitation des enfants en état de servitude domestique. Les revenus générés par les activités d'un enfant étaient parfois partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élevait. Jusqu'à 95 % des enfants placés en vidomègon étaient des fillettes. Plusieurs ONG locales ont mené des campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit du public pour réduire cette pratique.

La majorité des enfants travaillant comme apprentis avaient moins de 14 ans, notamment dans les secteurs du bâtiment, de la réparation de voitures et de motos, de la coiffure et de la couture. Dans de nombreuses régions, les enfants travaillaient comme manœuvres aux côtés des adultes dans des carrières, notamment pour le concassage de granite. Les enfants étaient parfois contraints à vendre des marchandises et à mendier, et les enfants des rues se livraient à la prostitution (voir la section 6). Certains enfants de moins de 14 ans travaillaient dans le secteur formel ou informel, dans les domaines suivants : agriculture, chasse et pêche, industrie, bâtiment et travaux publics, commerce et vente, alimentation et boissons, transport et autres services, y compris comme employés de maison.

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 11 ans. Les enfants de 12 et 13 ans étaient particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants car, ayant terminé leurs études primaires, ils n'avaient pas encore atteint l'âge minimum exigé pour travailler (qui est de 14 ans).

Certains parents signaient des contrats de travail à long terme pour leurs enfants, avec des « agents » qui recrutaient des ouvriers agricoles ou des domestiques, souvent en s'accordant sur le fait que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents ont emmené les enfants travailler dans des pays voisins, notamment le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana.

Veillez également consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings> et la *Liste des produits fabriqués par le travail des enfants ou le travail forcé établie par le département du Travail* ici : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child->

[labor/list-of-goods.](#)

#### **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

La Constitution et le Code du travail interdisent la discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, la couleur de peau, le sexe, la religion, les opinions politiques, les origines nationales ou la citoyenneté, les origines sociales et le handicap. Cependant, les lois n'interdisent pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le VIH ou autres maladies transmissibles. Dans l'ensemble, le gouvernement appliquait efficacement ces lois et règlements dans le secteur formel. Les femmes faisaient toutefois l'objet d'une discrimination importante en raison des restrictions légales relatives à certains métiers (voir la section 6) et des mentalités au sein de la société. Les salaires des femmes étaient systématiquement inférieurs à ceux des hommes. D'après le rapport mondial sur les salaires de l'Organisation internationale du travail, en 2017, le salaire horaire des femmes était en moyenne inférieur de 45 % à celui des hommes. La discrimination en matière d'emploi était présente dans les secteurs privé et public. Les interdictions liées à la discrimination ne s'appliquaient pas au vaste secteur informel.

Le Code du travail comprend des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs porteurs de handicap, mais nombre d'entre eux faisaient l'objet de discriminations en matière de recrutement et d'accès au lieu de travail.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

**Lois relatives aux salaires et au temps de travail :** Le gouvernement a fixé des barèmes de salaire minimum pour un certain nombre de professions du secteur formel, qui étaient légèrement supérieurs au seuil de pauvreté. Le salaire minimum était de 40 000 francs CFA (72 dollars des États-Unis) par mois et n'avait pas été ajusté depuis 2016. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 60 % de la population, principalement dans le secteur informel, subsiste avec un revenu journalier de 1,90 dollar des États-Unis ou moins, soit un niveau de pauvreté inférieur au salaire minimum.

Le Code du travail a établi une durée de travail hebdomadaire de 40 à 60 heures,

selon le type d'activité, et prévoit une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. Le Code du travail exige également une majoration de salaire pour les heures supplémentaires et interdit d'imposer un nombre excessif d'heures supplémentaires.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique et le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance étaient chargés de faire respecter les exigences en matière de salaire minimum et de temps de travail. Dans l'ensemble, les autorités faisaient appliquer la durée légale de travail hebdomadaire dans le secteur formel, mais elles n'étaient pas efficaces dans la surveillance ou l'application de ces normes dans le vaste secteur informel. Les employés de maison et les travailleurs agricoles effectuaient souvent 70 heures de travail ou plus par semaine, excédant ainsi la limite des 12 heures journalières ou 60 heures hebdomadaires fixées par la loi. Un nombre considérable de travailleurs béninois et étrangers employés dans le secteur informel n'étaient pas couverts par les barèmes de salaire minimum.

**Santé et sécurité au travail :** La loi établit des normes de sécurité et de santé au travail (SST). Les dispositions légales relatives aux conditions de travail acceptables s'appliquent à tous les travailleurs du secteur formel, y compris les migrants. Les sanctions pour violation du Code du travail étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique et le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance étaient chargés de faire respecter les exigences en matière de normes de sécurité et de santé au travail. Les ministères n'ont pas efficacement veillé à l'application de la loi, en particulier dans le vaste secteur informel. Le gouvernement peut imposer aux employeurs de remédier aux conditions de travail dangereuses, mais il n'exerçait pas efficacement son autorité à cet égard. Un nombre considérable de travailleurs béninois et étrangers employés dans le secteur informel n'étaient pas couverts par les barèmes de salaire minimum. L'action du gouvernement a été entravée par le nombre insuffisant d'inspecteurs du travail et le manque de ressources nécessaires pour mener les inspections. Les autorités ont mené des inspections inopinées dans certains secteurs, mais on ne disposait pas d'informations sur le nombre de violations identifiées ou de condamnations prononcées contre les personnes jugées pour violation. La loi ne

donne pas aux travailleurs le droit de se retirer d'une situation de travail dangereuse sans risquer de perdre leur emploi.

Les violations des normes de santé et sécurité au travail se sont surtout produites dans des métiers du secteur informel – notamment la coiffure, la couture, la boulangerie, la mécanique et la menuiserie – où les travailleurs étaient exposés à des risques biologiques, chimiques, physiques et psychologiques. Les enfants entrés en apprentissage dans ces métiers effectuaient de longues heures de travail et étaient plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Dans certains ateliers de mécanique et de menuiserie, les enfants travaillaient à proximité de machines et d'outils dangereux et certains adultes et enfants ne disposaient pas de l'équipement de protection adéquat. On ne disposait pas de données sur les accidents et la mortalité au travail.

**Secteur informel :** Selon plusieurs sources, les travailleurs du secteur informel représentaient plus de 90 % de toute la main-d'œuvre du pays. Ces travailleurs étaient confrontés à de nombreuses difficultés et vulnérabilités, notamment de longues journées de travail, des salaires en-dessous du seuil de pauvreté et l'absence de couverture sociale. Ils faisaient souvent l'objet de conditions de travail inférieures aux normes et étaient exposés à des risques professionnels dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et de l'extraction minière.